

Expansion des exportations—Loi

mais il ne me reste que dix minutes et je dois passer à d'autres aspects de la question.

L'une des difficultés est la non-participation du secteur privé. Permettez-moi de citer ce que dit le Conseil économique du Canada dans son rapport «Intervention et efficacité»:

Le Canada est peut-être le pays où le secteur privé participe le moins aux décisions touchant au financement des exportations.

Le Conseil ajoute:

Dans la plupart des 17 pays considérés, les négociations relatives à l'octroi de crédit aux exportations sont également laissées au secteur privé.

Le secteur privé doit avoir une plus grande part aux décisions de la SEE. Les libéraux sont cependant d'avis que les bureaucrates qui gouvernent le plus gouvernent le mieux.

Les Canadiens doivent sûrement être maintenant convaincus du contraire. Le Canada doit son développement au régime de la libre entreprise, à l'initiative privée et aux risques qu'ont pris les petites et moyennes entreprises, et non aux organisations comme la SEE que dirigent les bureaucrates.

Comme je le disais au début, j'appuie la SEE, mais au lieu d'augmenter le nombre des bureaucrates au conseil d'administration, on devrait augmenter celui des représentants du secteur privé. La principale faiblesse de cette mesure, c'est qu'elle n'oblige pas la Société à rendre des comptes au Parlement et aux contribuables. Il ne faut pas oublier que c'est l'argent de ces derniers qu'elle dépense et que par conséquent ils ont donc le droit absolu de savoir exactement ce qui se passe. La Société pour l'expansion des exportations n'est pas comptable au Parlement. Elle n'est pas obligée de déposer son budget d'exploitation, son budget de financement, ni de renseignements sur l'importance de ses effectifs. Elle peut emprunter de l'argent au nom des contribuables canadiens et de leurs enfants sans en demander l'autorisation au Parlement.

Voyons un peu ce que nous savons à propos de cette société de la Couronne à qui le gouvernement fait tellement confiance pour dépenser l'argent durement gagné des contribuables canadiens et qui constitue un exemple flagrant d'une bureaucratie en délire. La SEE compte dix employés pour chaque client emprunteur. Elle émet chaque année des polices d'assurance à raison d'une police et demie par employé. Même si les bénéfices réels de 1 million de dollars réalisés par la SEE l'année dernière peuvent sembler très élevés, ils ont été réalisés à partir d'un capital de 691 millions de dollars, ce qui représente un taux de rendement de moins de 0.1 p. 100. Aucune entreprise du secteur privé ne pourrait survivre avec un taux de rendement de moins de 0.1 p. 100.

Outre les nombreux prêts peu sûrs qu'elle a consentis à des pays étrangers, y compris ceux que j'ai déjà mentionnés, la SEE a perdu un grand nombre de commandes à l'exportation parce qu'elle est incapable d'offrir des moyens de financement aussi avantageux que d'autres prêteurs. Elle a par exemple perdu une commande à l'exportation de 17 millions de dollars pour la construction d'une fonderie en Arabie Saoudite parce qu'elle exigeait de trop grandes garanties financières de l'acheteur et qu'une société de l'Allemagne de l'Ouest offrait des modalités de financement plus intéressantes. Nous pourrions citer d'autres exemples aux députés et aux Canadiens en général.

L'amendement présenté par le parti progressiste conservateur à la loi sur l'expansion des exportations demande que le

capital autorisé de la Société soit réduit de 2 milliards de dollars à 1 milliard. Même si l'amendement est adopté, cela représente malgré tout 50 p. 100 de plus que le capital souscrit de la société correspondante américaine, en l'occurrence l'Export-Import Bank of the United States. Si l'Export-Import Bank peut faire son travail sans tout l'argent que demande le gouvernement du Canada, il est essentiel qu'à titre de représentants élus des Canadiens qui devront financer cette entreprise, nous exigions que le gouvernement nous dise pourquoi la Société a besoin de ce montant supplémentaire et surtout à quoi il servira et comment il sera dépensé.

Qui profitera de cette manne? D'après le Conseil économique du Canada:

Les sociétés importantes sont le plus favorisées par les subventions à l'exportation. On a tort de penser que les prêts subventionnés de la SEE visent surtout à donner une première impulsion aux entreprises d'exportation ou à aider les petites et les moyennes sociétés.

En effet, on aurait tort de le croire. Malheureusement, ce sont toujours les mêmes sociétés importantes qui profitent de l'aide de la SEE. Je peux le prouver très rapidement en disant simplement que, l'année dernière, la SEE a prêté 2.5 milliards de dollars. Sur ce total 1 milliard est allé à Bombardier, \$200,000 à de Havilland et \$100,000 à Spar Aerospace. Cela veut dire que trois des 62 sociétés qui ont reçu une aide financière de la SEE l'année dernière ont obtenu plus de la moitié du montant total des prêts qu'elle a consentis. Qu'est-ce qu'il advient de la partie du secteur privé qui a le plus besoin d'aide, c'est-à-dire les petites et moyennes entreprises? Encore une fois, elle est reléguée dans l'ombre par la mesure et ses modificatifs. Non seulement elle est reléguée dans l'ombre, mais elle est entravée et gênée par le fait que le gouvernement continue de dépenser des centaines et des centaines de millions de dollars pour essayer d'aider ce qu'on appelle les très gros conglomerats, souvent multinationaux, en laissant les petites et moyennes entreprises s'effondrer de toutes parts.

• (1740)

D'après une enquête récente sur l'embauche, il s'est perdu entre 350,000 et 400,000 emplois par année, depuis deux ans, dans les petites et moyennes entreprises. Est-ce que le gouvernement a présenté des incitations fiscales à l'emploi au profit des petites et moyennes entreprises? Pas du tout. Il est trop occupé à rescaper Canadair, Massey-Ferguson et Chrysler, ces multinationales, dont certaines ne sont même pas à capital canadien, Maislin et Dome Petroleum. Le gouvernement libéral dépense des centaines de millions, pour ne pas dire des milliards de dollars, et il a en plus l'audace de dire qu'il lance des projets de création d'emplois temporaires au Canada en dépensant des centaines de millions de dollars fournis par le contribuable. De quelle sorte de création d'emplois temporaires s'agit-il? D'emplois improductifs, coûteux et temporaires. C'est cela et rien d'autre. Ils sont temporaires, non permanents. C'est dans les petites et moyennes entreprises qu'on pourrait et devrait créer des emplois à temps complet. Ce sont les petites et moyennes sociétés qui créent la plupart des emplois, et de loin et, cependant, c'est parmi elles qu'on constate une chute dramatique de l'embauche. Les petites et moyennes sociétés pourraient exporter aussi facilement que les grosses, si seulement elles recevaient une aide quelconque du gouvernement.